

[Text]

CEC; in another place it is not maintaining the CEC. I remind you that Mrs. McDougall told us at a previous meeting last year that these CECs at universities placed 370,000 students in either summer jobs or in jobs following graduation.

Is there a national policy with respect to maintaining or closing the CECs at colleges and universities and CEGEPs? If there is, what is it?

I have one other small question that I want you to comment on. In a document I have here from the Canadian Federation of Students, they express alarm that the goods and services tax is going to apply to student loans. The goods and services tax is to apply to all loans—and that is bad enough—including loans under the Canada Student Loans Program.

It seems abhorrent to me that a student should be paying a 9% tax on a student loan. As the Minister of Youth, what will you do—if this is correct—to reverse that decision and make an exception for student loans?

**M. Danis:** Monsieur Allmand, pour ce qui est des CEC sur campus,

if anybody knows, you know—we are in a period of financial restraint. We are trying to redeploy our resources for maximum utilization. I think that is a statement of policy.

Within the context of the government's new priorities, such as the Labour Force Development Strategy as well as targeting disadvantaged youth, it is appropriate that the redeployment of resources for maximum utilization be examined. We are examining the CECs on campus on a case-by-case basis at the present.

**Mr. Allmand:** Some have been closed already... well, not closed, but the federal government has withdrawn its commitment to the Algonquin one. There are others in Ottawa where it has not been withdrawn.

You can see the problem. Certain campuses are asking why they are getting it this week and this year when another campus is not getting it. There does not seem to be a consistency. I want to know what the national policy is.

• 1240

**Mr. Danis:** The policy is to redeploy our resources to the maximum. We have only a certain amount of resources, a certain amount of dollars, and that is why we are examining each case on an individual basis to see what we can do. We try to come to a mutually acceptable agreement between the parties and that is possible most of the time. But because of the financial situation, it is our policy to redeploy the resources at the maximum utilization. I am aware of the cases you mentioned.

[Translation]

appliquée. Ainsi, le gouvernement va maintenir le CEC dans certains endroits mais pas dans d'autres. Je vous rappelle que l'année dernière, lors d'une autre séance, M<sup>me</sup> McDougall nous avait dit que les CEC des universités avaient réussi à trouver un emploi à 370,000 étudiants. Il s'agissait soit d'un emploi d'été soit d'un emploi permanent pour les étudiants ayant terminé leurs études.

Y a-t-il une politique nationale touchant le maintien des activités ou la fermeture des CEC des collèges, des universités et des cegeps? Si oui, quelle est-elle?

J'aimerais également vous poser une autre petite question. Dans un document qu'elle m'a fait parvenir, la Fédération canadienne des étudiants exprime sa préoccupation quant aux effets que la taxe sur les produits et services pourrait avoir sur les prêts étudiants. La taxe sur les produits et services va s'appliquer à tous les prêts—c'est déjà regrettable—y compris les prêts consentis dans le cadre du programme canadien de prêts aux étudiants.

Il me semble tout à fait inconvenant d'imposer une taxe de 9 p. 100 sur les prêts étudiants. En tant que ministre chargé de la jeunesse, qu'allez-vous faire—dans la mesure où mon renseignement est exact—pour modifier les mesures envisagées et obtenir une exemption en ce qui concerne les prêts étudiants?

**Mr. Danis:** Mr. Allmand, with respect to on-campus CECs. . .

Personne n'est mieux placé que vous pour savoir que nous traversons une période de restrictions budgétaires. Nous essayons de répartir les ressources dont nous disposons le plus efficacement possible. Je pense que ce sont là les bases d'une politique.

En ce qui concerne les nouvelles priorités adoptées par le gouvernement, telles que la stratégie du développement de la main-d'oeuvre et les mesures destinées aux jeunes défavorisés, je pense que l'on peut, effectivement, examiner les divers moyens d'accroître l'efficacité des ressources dont nous disposons. À l'heure actuelle, nous examinons, cas par cas, la situation des CEC dans les universités.

**M. Allmand:** Certains ont déjà été fermés. . . peut-être pas fermés, enfin, mais le gouvernement fédéral a cessé son aide au CEC du Collège Algonquin. Il y a d'autres établissements à Ottawa où cela n'est pas le cas.

Vous voyez très bien le problème. Certains établissements demandent pourquoi l'on maintient chez eux un CEC alors qu'on l'a fermé autre part. Cela ne me semble pas être le résultat d'une politique uniforme et j'aimerais savoir quelle est la politique nationale à cet égard.

**M. Danis:** Notre politique consiste à utiliser au mieux les ressources disponibles. L'argent nous est compté et c'est pourquoi nous examinons chaque cas individuellement. Nous essayons de parvenir à un accord avec les parties concernées et nous y parvenons la plupart du temps. Étant donné les contraintes budgétaires, notre politique est d'utiliser au mieux les ressources dont nous disposons. Je n'ignore pas les cas que vous avez cités.